



Association animal équité
info@animal-equite.ch

Conseil national
Commission de la science, de
l'éducation et de la culture
Monsieur Roman Hug
Président de la commission
3003 Berne

vernehmlassungen@blv.admin.ch

Genève, le 24 mai 2026

(Deutsche Version ab Seite 7)

21.426 n Iv. pa. Christ. Méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Davantage de ressources et d'incitations pour la recherche 3R

Prise de position de l'association animal équité concernant la procédure de consultation de l'avant-projet de la CSEC-N

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les membres de la commission,

Dans le cadre de la procédure précitée, vous trouverez ci-après notre avis.

L'association animal équité (AAE) est une organisation de protection des animaux reconnue d'utilité publique et dont l'un des buts vise notamment (article 2, lettre b des statuts) le remplacement de l'expérimentation animale par des méthodes plus éthiques, scientifiques et sûres pour la santé publique.

Modification de la loi fédérale sur la protection des animaux

Art. 3, let. d (définition des 3R)

L'AAE soutient la formulation proposée.

Art. 18, al. 3 (secrétariat spécialisé)

L'AAE soutient la formulation proposée, avec réserve (voir art. 33a LPA).

Art. 20a Information du public

L'AAE soutient la formulation proposée, mais propose en ajout, à des fins de transparence, le préavis favorable ou non de la commission cantonale pour les expériences sur les animaux (voir explications art. 34 LPA).

Proposition : ajout de la lettre h à l'art. 20a, al. 2 LPA

Nouveau

h. le préavis de la commission cantonale pour les expériences sur les animaux.

Art. 20b, al. 1 et 3 (*système d'information*)

L'AAE soutient la formulation proposée.

Art. 20c, al. 1, let. a et b, 3 et 4 (*accès aux données*)

L'AAE soutient la formulation proposée.

Art. 22, al. 2, 3 et 4 (*soutien aux mesures de protection des animaux*)

Rédigées sous cette forme, les dispositions énumérées ne sont pas plus incitatives que l'actuel art. 22 LPA. Ces dispositions, qui existent depuis près de 40 ans, n'ont pas amélioré de façon notable l'engagement de la Confédération en faveur des 3R. Nous sommes passés d'une entité (la Fondation Recherche 3R) disposant d'un budget annuel de quelques centaines de milliers de francs et finançant quelques projets par année, à une autre en 2018, le Centre de compétence 3RCC, avec un budget un peu plus conséquent, mais tout aussi peu efficace. Cela peut s'expliquer par la surreprésentation au sein de son Conseil stratégique - lequel fixe l'orientation stratégique et assure la haute direction du 3RCC -, de personnes favorables à l'expérimentation animale.

On y trouve par exemple à la présidence, votre collègue de commission Simone De Montmollin, laquelle par ses votes au sein de votre Conseil démontre son désintérêt général pour toute question relevant de la protection des animaux. À la vice-présidence et dans l'équipe de direction du 3RCC figure également le Prof. Dr Rolf Zeller de l'Université de Bâle. Il est l'un des chercheurs alémaniques les plus actifs dans la promotion de l'expérimentation animale en Suisse et siège également au comité de l'organisation pro-expérimentation animale Recherche pour la vie (Forschung für Leben). Sur la page d'accueil de leur site internet, il affiche aussi ses ambitions : « Je m'engage à contribuer à ce qu'en Suisse, les générations futures puissent encore mener des recherches de toute première classe plutôt qu'à les rendre impossibles à force d'interdits et d'obstacles administratifs ».

Ce qui est saisissant dans la composition du comité du 3RCC, c'est qu'il ne comporte aucun chercheur engagé dans les 3R et qu'il semble davantage cultiver l'entre-soi qu'une réelle volonté de créer une dynamique.

Avec un budget annuel moyen de 4,5 millions, le soutien public du 3RCC aux approches 3R est dérisoire, ne serait-ce qu'en comparaison des centaines de millions alloués chaque année aux expérimentations animales, qu'il s'agisse du FNS ou des

fonds propres de nos hautes écoles. Selon un rapport du Contrôle fédéral des finances publié en 2009, rien que la détention des animaux d'expériences dans les animaleries publiques était chiffrée à 85 millions de francs par année.

Plus inquiétant encore, **sur le budget de 4,5 millions du 3RCC, seuls 1,1 million ont été engagés pour des projets en 2024.** Et pour chacun d'eux, les montants restent très faibles, puisqu'ils ont été répartis entre 18 projets.

Durant la même période, nos autorités cantonales ont autorisé 837 demandes d'expérimentations animales, déposées principalement par nos hautes écoles et financées par des fonds publics. Car depuis de nombreuses années, ce ne sont plus les pharmas qui expérimentent sur les animaux en Suisse. En 2024, seuls 25 % des animaux l'ont été dans les industries pharmaceutiques et les biotechs.

Selon les chiffres publiés tant par la FDA, l'autorité américaine chargée de la santé publique, que par son pendant européen, l'EMA, **plus de 90 % des demandes d'homologation de nouveaux médicaments échouent lors des études cliniques menées sur des êtres humains.** Cela signifie que tant les données pharmacologiques que toxicologiques positives obtenues préalablement lors des tests sur les animaux échouent lors d'une application humaine. Et sur les 10 % restants, la moitié nécessiteront une adaptation de la notice d'utilisation ou un retrait en raison d'effets indésirables non prévus sur la santé des patients.

Il y a quelques jours, le médicament TAVNEOS, produit par la société pharmaceutique américaine Amgen, a fait l'objet d'une procédure de retrait après avoir provoqué la mort d'une vingtaine de patients au Japon. Si Amgen est soupçonnée d'avoir falsifié des données afin de favoriser l'homologation de son médicament, aucun test toxicologique mené sur les animaux n'avait alerté sur ses effets secondaires graves.

Selon le toxicologue Thomas Hartung, ancien directeur du Centre européen de validation des méthodes alternatives (EURL-ECVAM), **les tests sur animaux en toxicologie ne reproduisent en moyenne les effets constatés chez les patients humains que dans 50 % des cas,** et de façon non prédictive. Ce n'est qu'une fois les effets constatés chez l'humain que la prédictivité du test peut être confirmée ou réfutée.

Il arrivera un jour où nous aurons tous besoin d'un traitement aussi sûr et efficace que possible. À ce moment-là, nous n'aurons aucune satisfaction d'avoir contribué à maintenir un système de recherche qui favorise avant tout les carrières académiques et les classements universitaires. L'avenir de la recherche réside dans la modélisation des pathologies humaines, avec du matériel et des données humaines. **Pour un réel soutien aux approches 3R, il importe de leur donner une véritable chance de se développer,** et non de maintenir un statu quo en ajoutant à l'art. 22 LPA des dispositions qui veulent dire la même chose, mais de manière plus compliquée.

Proposition : ajout de l'al. 5 à l'art. 22 LPA

Nouveau

⁵ La Confédération s'assure qu'une partie adéquate des fonds qu'elle alloue à la recherche médicale soutienne les principes 3R.

Art. 33a Secrétariat spécialisé

L'AAE soutient la formulation proposée, avec réserve.

Explications

La création de secrétariats spécialisés fait sens s'il s'agit de s'assurer que les cantons qui n'ont pas encore mis en place un contrôle sérieux des demandes d'expérimentations animales se professionnalisent et appliquent les dispositions légales. Il est assez stupéfiant de lire dans le rapport explicatif qu'un canton dispose encore d'une commission simplement composée de deux membres, quand bien même peu de demandes seraient déposées, et de constater que l'OSAV, qui est la haute autorité chargée de l'application de la législation, n'intervient pas pour mettre fin à cette situation.

Pour autant, une spécialisation nécessite de réunir les personnes compétentes. Dans le cas de ces secrétariats, il sera attendu que celles-ci connaissent bien les procédures en cours. Elles proviendront donc forcément des milieux de la recherche, avec une expertise certaine, mais aussi un biais de raisonnement, celui-ci étant a priori favorable à la recherche.

Ces dernières années, des postes de spécialistes ont déjà été imposés à chaque institut et laboratoire (art. 129 OPAn), qu'il s'agisse d'un directeur du domaine de l'expérimentation animale, chargé de réceptionner et superviser les demandes des chercheurs avant leur transmission à l'autorité cantonale, ou d'un délégué à la protection des animaux. Mais même dans ce dernier cas, le délégué en question doit avoir suivi la formation d'expérimentateur et avoir trois ans d'expérience pratique en expérimentation animale (art. 129b, al. 2 OPAn).

Au final, le contrôle mis en place tant par les instituts que par les futurs secrétariats risque de manquer de la distance nécessaire pour évaluer sérieusement les demandes sous l'angle de leur caractère indispensable, qui reste très subjectif. Selon l'art. 137 OPAn, pour répondre au caractère indispensable, le but d'une expérience doit notamment : a) avoir un rapport avec la sauvegarde et la protection de la vie ou de la santé humaines ou animales ; b) apporter des connaissances nouvelles sur des phénomènes vitaux essentiels ; c) être utile à la protection de l'environnement naturel.

Ces conditions non cumulatives couvrent tous les champs possibles de la recherche. Ainsi, chaque demande est, par elle-même, indispensable. Les autres conditions à réunir sont l'impossibilité de remplacer tout ou partie de la procédure par des méthodes non animales et le design de l'étude (nombre d'animaux, durée de l'étude, etc.).

Créer des secrétariats spécialisés ne devrait pas apporter de réelle plus-value en matière de protection des animaux. Seul un **renforcement des prérogatives des commissions cantonales** (droit de recours, voir article 34 LPA) permettrait d'assurer une application rigoureuse de la législation.

Art. 34 Commissions cantonales pour les expériences sur les animaux

L'actuel article 34, al. 2 LPA dispose que « la commission examine les demandes et fait une proposition à l'autorité chargée de délivrer les autorisations ».

L'art. 139, al. 4 OPAn dispose quant à lui que l'autorité cantonale « prend sa décision sur la base du préavis de la commission. Si sa décision va à l'encontre du préavis, elle en informe la commission en lui faisant part de ses motifs ».

Selon le rapport explicatif, la mise en œuvre des secrétariats spécialisés pourrait « servir la qualité de la recherche, accélérer les procédures et profiter en fin de compte à la protection des animaux. À moyen terme, il pourrait en résulter une utilisation plus efficace des ressources et d'éventuelles économies de coûts ».

Ceux-ci permettraient également à la commission « d'examiner les demandes plus rapidement (...) et ainsi de se limiter pour l'essentiel à l'examen de la pesée des intérêts, ce qui devrait accroître encore l'efficacité de la procédure ».

Il n'y a pas d'efficacité de procédure si l'instance chargée d'effectuer la pesée des intérêts n'est qu'une instance alibi. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Quelle que soit la qualité du travail effectué par la commission, l'autorité cantonale n'a aucune obligation ni de suivre son préavis ni de motiver sa décision dans le cas où elle serait contraire au préavis donné. Il en découle une situation assez particulière, puisque l'on attend des membres de commission (souvent mal rémunérés, la plupart des commissions cantonales ayant un coût annuel de fonctionnement de seulement quelques milliers de francs) qu'ils effectuent un travail de qualité qui, au final, ne servira pas à grand-chose.

La plupart des autorités cantonales n'ont ni les moyens ni les ressources pour refuser des demandes, quand bien même elles seraient peu utiles ou disproportionnées au regard des maux infligés aux animaux. Un refus de l'autorité signifie un recours presque automatique du chercheur, voire de la haute école elle-même, comme cela s'est déjà vu à plusieurs reprises, ainsi qu'une procédure chronophage en temps et en moyens pour l'autorité. Cette situation explique le faible nombre de refus délivrés chaque année (4 demandes refusées en 2023, 3 en 2022) au regard des centaines d'autorisations accordées (837 en 2024). Même l'OSAV se montre frileux dans cet exercice, avec seulement deux recours contre des autorisations délivrées par les cantons ces dernières années (1 en 2019, 1 en 2023).

Il y a pourtant chaque année des expériences particulièrement inutiles autorisées par les autorités. Ce sont souvent des projets montés à la hâte en raison d'un subventionnement public à obtenir. Il peut s'agir de bourses spéciales accordées par le FNS pour soutenir la relève académique, ou de subsides de fondations privées pressées d'épuiser leur budget annuel consacré à la recherche. Les hautes écoles ont évidemment tout intérêt à réaliser ces études puisque ces fonds tiers contribueront à améliorer leurs statistiques pour le classement des meilleures institutions. Les autorités subissent une forte pression de ces hautes écoles pour que les projets soient acceptés, et le refus de la commission est passé sous silence. Lorsqu'il a été manifesté. La plupart des commissions, vu le manque de soutien apporté à leur travail, étant soit inactives, soit peu investies.

Actuellement, seule la commission zurichoise bénéficie d'un droit de recours. Elle n'en a jamais abusé. Dans un cas, un arrêt du Tribunal fédéral qui lui a donné raison fait même toujours jurisprudence aujourd'hui.

Accorder un droit de recours aux commissions cantonales est un gage non seulement d'efficacité, s'il s'agit d'améliorer les procédures (les projets clairement inutiles ne seront tout simplement plus déposés), mais également d'une meilleure utilisation des ressources et des coûts, puisque les fonds alloués n'iront qu'à des projets qui font scientifiquement sens.

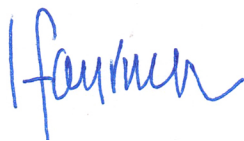
Pour éviter toute crainte de procédure abusive, les cantons pourraient fixer les conditions dans lesquelles leur commission pourrait recourir. Ils pourraient également reporter sur les membres qui abusent manifestement de ce droit les frais inutilement induits par la procédure.

Proposition : ajout de l'al. 4 à l'art. 34 LPA

Nouveau

⁴ La commission peut recourir contre une autorisation délivrée par l'autorité. Le canton règle les conditions du recours. En cas de recours infondé ou téméraire, le canton peut mettre tout ou partie des frais induits par la procédure à la charge du recourant.

En vous remerciant de votre attention, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les membres de la commission, à l'assurance de notre haute considération.



Luc Fournier
Président

(Aus dem Französischen übersetzte deutsche Version)

21.426 n Pa.IV. Christ. Ersatzmethoden zu Tierversuchen. Mehr Ressourcen und Anreize für die 3R-Forschung

Stellungnahme des Vereins animal équité im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zum Vorentwurf der WBK-N

Herr Präsident,
Sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder der Kommission,

Im Rahmen des oben genannten Verfahrens finden Sie nachfolgend unsere Stellungnahme.

Der Verein animal équité (AAE) ist eine als gemeinnützig anerkannte Tierschutzorganisation, deren Zweck insbesondere darin besteht (Artikel 2 Buchstabe b der Statuten), Tierversuche durch ethischere, wissenschaftlichere und für die öffentliche Gesundheit sicherere Methoden zu ersetzen.

Änderung des Bundesgesetzes über den Tierschutz

Art. 3 Bst. d (*Definition der 3R*)

Die AAE unterstützt die vorgeschlagene Formulierung.

Art. 18 Abs. 3 (*Fachsekretariat*)

Die AAE unterstützt die vorgeschlagene Formulierung mit Vorbehalt (siehe Art. 33a TSchG).

Art. 20a Information der Öffentlichkeit

Die AAE unterstützt die vorgeschlagene Formulierung, schlägt jedoch ergänzend aus Gründen der Transparenz vor, auch die befürwortende oder ablehnende Stellungnahme der kantonalen Kommission für Tierversuche zu veröffentlichen (siehe Erläuterungen zu Art. 34 TSchG).

Vorschlag: Ergänzung von Buchstabe h zu Art. 20a Abs. 2 TSchG

Neu

h. die Stellungnahme der kantonalen Kommission für Tierversuche.

Art. 20b Abs. 1 und 3 (*Informationssystem*)

Die AAE unterstützt die vorgeschlagene Formulierung.

Art. 20c Abs. 1 Bst. a und b, 3 und 4 (*Zugang zu den Daten*)

Die AAE unterstützt die vorgeschlagene Formulierung.

Art. 22 Abs. 2, 3 und 4 (*Unterstützung von Tierschutzmassnahmen*)

In dieser Form formuliert sind die aufgeführten Bestimmungen nicht verbindlicher als der heutige Art. 22 TSchG. Diese Bestimmungen, die seit nahezu 40 Jahren bestehen, haben das Engagement des Bundes zugunsten der 3R nicht wesentlich verbessert. Wir sind von einer Einrichtung (der Stiftung 3R-Forschung), die über ein Jahresbudget von einigen Hunderttausend Franken verfügte und einige Projekte pro Jahr finanzierte, im Jahr 2018 zu einer anderen Einrichtung übergegangen, dem Kompetenzzentrum 3RCC, mit einem etwas höheren Budget, jedoch ebenso geringer Wirksamkeit. Dies lässt sich durch die Übervertretung von Personen erklären, die Tierversuchen positiv gegenüberstehen, innerhalb seines Strategischen Rats – jenes Gremiums, das die strategische Ausrichtung festlegt und die Oberleitung des 3RCC wahrnimmt.

Dort findet sich beispielsweise als Präsidentin Ihre Kommissionskollegin Simone De Montmollin, die durch ihr Abstimmungsverhalten in Ihrem Rat ihr allgemeines Desinteresse an sämtlichen Fragen des Tierschutzes zeigt. Als Vizepräsident und Mitglied der Geschäftsleitung des 3RCC fungiert zudem Prof. Dr. Rolf Zeller von der Universität Basel. Er gehört zu den aktivsten Forschern der Deutschschweiz bei der Förderung von Tierversuchen in der Schweiz und sitzt ebenfalls im Vorstand der tierversuchsfreundlichen Organisation Forschung für Leben. Auf der Startseite ihrer Website formuliert er seine Ziele wie folgt: «Ich engagiere mich dafür, dass in der Schweiz auch künftige Generationen Spitzenforschung betreiben können, statt diese durch Verbote und administrative Hürden unmöglich zu machen.»

Bemerkenswert an der Zusammensetzung des Vorstands des 3RCC ist, dass ihm kein einziger Forscher angehört, der sich aktiv für die 3R engagiert, und dass er offenbar eher eine Kultur des geschlossenen Kreises pflegt als den echten Willen, eine Dynamik zu schaffen.

Mit einem durchschnittlichen Jahresbudget von 4,5 Millionen Franken ist die öffentliche Unterstützung des 3RCC für die 3R-Ansätze verschwindend gering, insbesondere im Vergleich zu den Hunderten von Millionen Franken, die jedes Jahr für Tierversuche aufgewendet werden – sei es durch den SNF oder durch Eigenmittel unserer Hochschulen. Gemäss einem 2009 veröffentlichten Bericht der Eidgenössischen Finanzkontrolle beliefen sich allein die Kosten für die Haltung von Versuchstieren in öffentlichen Tierhaltungen auf 85 Millionen Franken pro Jahr.

Noch besorgniserregender ist, **dass vom Budget des 3RCC in Höhe von 4,5 Millionen Franken im Jahr 2024 lediglich 1,1 Millionen Franken für Projekte eingesetzt wurden.** Und auch für jedes einzelne dieser Projekte bleiben die Beträge sehr gering, da sie auf 18 Projekte verteilt wurden.

Im gleichen Zeitraum haben unsere kantonalen Behörden 837 Gesuche für Tierversuche bewilligt, die hauptsächlich von unseren Hochschulen eingereicht und mit öffentlichen Geldern finanziert wurden. Denn seit vielen Jahren sind es in der Schweiz nicht mehr die Pharmaunternehmen, die Tierversuche durchführen. Im Jahr 2024 wurden nur 25 % der Tiere in der Pharmaindustrie und in Biotech-Unternehmen verwendet.

Gemäss den sowohl von der FDA, der amerikanischen Gesundheitsbehörde, als auch von ihrem europäischen Pendant, der EMA, **veröffentlichten Zahlen scheitern mehr als 90 % der Zulassungsgesuche für neue Medikamente während klinischer Studien am Menschen.** Das bedeutet, dass sowohl die zuvor bei Tierversuchen gewonnenen positiven pharmakologischen als auch toxikologischen Daten bei der Anwendung am Menschen versagen. Und von den verbleibenden 10 % wird die Hälfte aufgrund unerwarteter Nebenwirkungen auf die Gesundheit der Patientinnen und Patienten eine Anpassung der Packungsbeilage oder einen Rückzug vom Markt erfordern.

Vor wenigen Tagen wurde das Medikament TAVNEOS, hergestellt vom amerikanischen Pharmaunternehmen Amgen, Gegenstand eines Rückzugsverfahrens, nachdem es in Japan den Tod von rund zwanzig Patientinnen und Patienten verursacht hatte. Obwohl Amgen verdächtigt wird, Daten manipuliert zu haben, um die Zulassung des Medikaments zu

begünstigen, hatte kein an Tieren durchgeführter toxikologischer Test auf dessen schwerwiegende Nebenwirkungen hingewiesen.

Laut dem Toxikologen Thomas Hartung, ehemaliger Direktor des Europäischen Zentrums zur Validierung alternativer Methoden (EURL-ECVAM), **reproduzieren Tierversuche in der Toxikologie die beim Menschen beobachteten Wirkungen durchschnittlich nur in 50 % der Fälle und zudem auf nicht-prädiktive Weise**. Erst nachdem die Wirkungen beim Menschen festgestellt wurden, kann die Vorhersagekraft des Tests bestätigt oder widerlegt werden.

Es wird der Tag kommen, an dem wir alle auf eine möglichst sichere und wirksame Behandlung angewiesen sein werden. In diesem Moment werden wir keinerlei Genugtuung daraus ziehen, zur Aufrechterhaltung eines Forschungssystems beigetragen zu haben, das vor allem akademische Karrieren und Hochschulrankings begünstigt. Die Zukunft der Forschung liegt in der Modellierung menschlicher Pathologien unter Verwendung menschlichen Materials und menschlicher Daten.

Für eine echte Unterstützung der 3R-Ansätze ist es entscheidend, ihnen eine tatsächliche Entwicklungschance zu geben und nicht einen Status quo aufrechtzuerhalten, indem Art. 22 TSchG mit Bestimmungen ergänzt wird, die dasselbe aussagen, jedoch in komplizierterer Form.

Vorschlag: Ergänzung von Abs. 5 zu Art. 22 TSchG

Neu

⁵ Der Bund stellt sicher, dass ein angemessener Teil der Mittel, die er für die medizinische Forschung bereitstellt, die 3R-Prinzipien unterstützt.

Art. 33a Fachsekretariat

Die AAE unterstützt die vorgeschlagene Formulierung mit Vorbehalt.

Erläuterungen

Die Schaffung spezialisierter Fachsekretariate ist sinnvoll, wenn dadurch sichergestellt werden soll, dass jene Kantone, die bislang noch keine ernsthafte Kontrolle der Gesuche für Tierversuche eingeführt haben, ihre Verfahren professionalisieren und die gesetzlichen Bestimmungen anwenden. Es ist ziemlich erstaunlich, im erläuternden Bericht zu lesen, dass ein Kanton noch immer über eine Kommission verfügt, die lediglich aus zwei Mitgliedern besteht, selbst wenn nur wenige Gesuche eingereicht werden, und gleichzeitig festzustellen, dass das BLV, welches die oberste Behörde für die Anwendung der Gesetzgebung ist, nicht eingreift, um dieser Situation ein Ende zu setzen.

Eine Spezialisierung setzt jedoch voraus, dass kompetente Personen eingesetzt werden. Im Fall dieser Fachsekretariate wird erwartet werden, dass diese Personen mit den laufenden Verfahren bestens vertraut sind. Sie werden daher zwangsläufig aus den Forschungskreisen stammen und zwar mit einer zweifellos vorhandenen Fachkompetenz, aber auch mit einem Denk-Bias, der a priori zugunsten der Forschung ausfällt.

In den vergangenen Jahren wurden bereits in jedem Institut und Labor Fachstellen vorgeschrieben (Art. 129 TSchV), sei es eine Leitung des Bereichs Tierversuche, die dafür zuständig ist, die Gesuche der Forschenden vor ihrer Übermittlung an die kantonale Behörde entgegenzunehmen und zu überwachen, oder eine Tierschutzbeauftragte beziehungsweise ein Tierschutzbeauftragter. Doch selbst in diesem Fall muss die betreffende Person eine Ausbildung als Versuchsdurchführende oder Versuchsdurchführender absolviert und über drei Jahre praktische Erfahrung im Bereich Tierversuche verfügen (Art. 129b Abs. 2 TSchV).

Letztlich besteht die Gefahr, dass sowohl die von den Instituten als auch die von den zukünftigen Fachsekretariaten ausgeübte Kontrolle nicht über die notwendige Distanz verfügt, um Gesuche ernsthaft unter dem Gesichtspunkt ihrer Unentbehrlichkeit zu beurteilen, ein Kriterium, das sehr subjektiv bleibt. Gemäss Art. 137 TSchV muss der Zweck eines Versuchs zur Begründung seiner Unentbehrlichkeit insbesondere: a) mit der Erhaltung und dem Schutz des menschlichen oder tierischen Lebens oder der Gesundheit zusammenhängen; b) neue Erkenntnisse über wesentliche Lebensvorgänge liefern; c) dem Schutz der natürlichen Umwelt dienen.

Diese nicht kumulativen Bedingungen decken sämtliche möglichen Forschungsbereiche ab. Somit ist jedes Gesuch bereits an sich unentbehrlich. Die weiteren Voraussetzungen betreffen die Unmöglichkeit, das Verfahren ganz oder teilweise durch tierfreie Methoden zu ersetzen, sowie das Studiendesign (Anzahl Tiere, Dauer der Studie usw.).

Die Schaffung spezialisierter Fachsekretariate dürfte keinen wirklichen Mehrwert für den Tierschutz bringen. **Nur eine Stärkung der Befugnisse der kantonalen Kommissionen** (Beschwerderecht, siehe Art. 34 TSchG) würde eine rigorose Anwendung der Gesetzgebung gewährleisten.

Art. 34 Kantonale Kommissionen für Tierversuche

Der geltende Art. 34 Abs. 2 TSchG bestimmt, dass «die Kommission die Gesuche prüft und der Bewilligungsbehörde Antrag stellt».

Art. 139 Abs. 4 TSchV bestimmt seinerseits, dass die kantonale Behörde «ihren Entscheid auf der Grundlage der Stellungnahme der Kommission trifft. Weicht ihr Entscheid von der Stellungnahme ab, so informiert sie die Kommission unter Angabe der Gründe».

Gemäss dem erläuternden Bericht könnte die Einführung spezialisierter Fachsekretariate «der Qualität der Forschung dienen, die Verfahren beschleunigen und letztlich dem Tierschutz zugutekommen. Mittelfristig könnte dies zu einer effizienteren Nutzung der Ressourcen und zu möglichen Kosteneinsparungen führen».

Diese würden der Kommission zudem ermöglichen, «die Gesuche rascher zu prüfen (...) und sich im Wesentlichen auf die Interessenabwägung zu beschränken, was die Effizienz des Verfahrens weiter steigern sollte».

Es gibt jedoch keine Verfahrenseffizienz, wenn die mit der Interessenabwägung betraute Instanz lediglich eine Alibiinstanz ist. Denn genau darum handelt es sich. Unabhängig von der Qualität der von der Kommission geleisteten Arbeit ist die kantonale Behörde weder verpflichtet, deren Stellungnahme zu folgen, noch ihren Entscheid zu begründen, falls dieser der abgegebenen Stellungnahme widerspricht. Daraus ergibt sich eine ziemlich besondere Situation, da von den Kommissionsmitgliedern – die oft schlecht entschädigt werden, wobei die meisten kantonalen Kommissionen jährliche Betriebskosten von lediglich einigen Tausend Franken aufweisen – erwartet wird, qualitativ hochwertige Arbeit zu leisten, die letztlich kaum Wirkung entfaltet.

Die meisten kantonalen Behörden verfügen weder über die Mittel noch über die Ressourcen, um Gesuche abzulehnen, selbst wenn diese wenig nützlich oder im Verhältnis zum den Tieren zugefügten Leid unverhältnismässig sind. Eine Ablehnung durch die Behörde führt fast automatisch zu einer Beschwerde des Forschers oder sogar der Hochschule selbst, wie dies bereits mehrfach vorgekommen ist, und damit zu einem zeit- und ressourcenaufwendigen Verfahren für die Behörde. Diese Situation erklärt die geringe Zahl der jährlich ausgesprochenen Ablehnungen (4 abgelehnte Gesuche im Jahr 2023, 3 im Jahr 2022) im Verhältnis zu den Hunderten bewilligter Gesuche (837 im Jahr 2024). Selbst das BLV zeigt sich in diesem Bereich zurückhaltend und hat in den letzten Jahren lediglich zwei Beschwerden gegen von den Kantonen erteilte Bewilligungen erhoben (1 im Jahr 2019, 1 im Jahr 2023).

Dennoch werden jedes Jahr besonders unnötige Versuche von den Behörden bewilligt. Oft handelt es sich um Projekte, die hastig ausgearbeitet werden, um öffentliche Fördermittel zu erhalten. Dabei kann es sich um spezielle Stipendien des SNF zur Förderung des akademischen Nachwuchses oder um Beiträge privater Stiftungen handeln, die ihr jährliches Forschungsbudget rasch ausschöpfen wollen. Die Hochschulen haben selbstverständlich ein grosses Interesse daran, solche Studien durchzuführen, da diese Drittmittel ihre Statistiken für das Ranking der besten Institutionen verbessern. Die Behörden stehen unter starkem Druck dieser Hochschulen, damit die Projekte bewilligt werden, und die ablehnende Stellungnahme der Kommission wird verschwiegen – sofern überhaupt eine solche geäussert wurde. Die meisten Kommissionen sind aufgrund mangelnder Unterstützung ihrer Arbeit entweder inaktiv oder nur wenig engagiert.

Derzeit verfügt einzig die Zürcher Kommission über ein Beschwerderecht. Sie hat dieses nie missbraucht. In einem Fall bildet ein Bundesgerichtsentscheid, der ihr Recht gab, bis heute weiterhin einen Präzedenzfall.

Den kantonalen Kommissionen ein Beschwerderecht einzuräumen, wäre nicht nur ein Garant für mehr Effizienz, wenn es darum geht, die Verfahren zu verbessern (offensichtlich unnötige Projekte würden schlicht nicht mehr eingereicht), sondern auch für einen besseren Einsatz von Ressourcen und Kosten, da die gewährten Mittel nur noch Projekten zugutekämen, die wissenschaftlich sinnvoll sind.

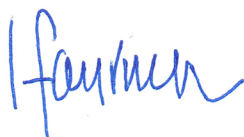
Um jegliche Befürchtung missbräuchlicher Verfahren zu vermeiden, könnten die Kantone die Bedingungen festlegen, unter denen ihre Kommission Beschwerde erheben darf. Sie könnten zudem den Mitgliedern, die dieses Recht offensichtlich missbräuchlich ausüben, die durch das Verfahren unnötig verursachten Kosten auferlegen.

Vorschlag: Ergänzung von Abs. 4 zu Art. 34 TSchG

Neu

⁴ Die Kommission kann gegen eine von der Behörde erteilte Bewilligung Beschwerde erheben. Der Kanton regelt die Voraussetzungen der Beschwerde. Im Falle einer unbegründeten oder mutwilligen Beschwerde kann der Kanton dem Beschwerdeführer oder der Beschwerdeführerin die durch das Verfahren verursachten Kosten ganz oder teilweise auferlegen.

Wir danken Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit und versichern Ihnen, Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Mitglieder der Kommission, unsere vorzügliche Hochachtung.



Luc Fournier
Präsident